



Cofinancé par  
l'Union européenne



Promeneurs  
du Net



## **Cahier des clauses administratives (CCAP)**

### **Procédure n°13/25**

**« Prestations de conception, réalisation et accompagnement de formations à l'attention du réseau des promeneurs du net jeunesse et parentalité »**

Octobre 2025

## SOMMAIRE

<b>ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ</b>	4
<b>ARTICLE 2 – cadre juridique ET FORME DU MARCHÉ</b>	4
2.1 – Cadre juridique et procédure de passation	4
2.2 – Forme du marché	4
<b>ARTICLE 3 - PARTIES CONTRACTANTES &amp; dispositions générales</b>	4
3.1 – Parties contractantes	4
3.2 – Dispositions générales	4
<b>ARTICLE 4 - DOCUMENTS CONTRACTUELS</b>	5
<b>ARTICLE 5 - DUREE DU MARCHÉ</b>	5
5.1 – durée initiale	5
5.2 – reconduction	5
<b>ARTICLE 6 - UTILISATION DE LA LANGUE FRANCAISE</b>	5
<b>ARTICLE 7 - LIEUX D'EXECUTION</b>	5
<b>ARTICLE 8 - PRESTATIONS ATTENDUES</b>	6
<b>ARTICLE 9 - CLAUSE DE REEXAMEN</b>	6
<b>ARTICLE 10 - MODALITES d'exécution du marché et DE PASSATION DES BONS DE COMMANDE</b>	6
<b>ARTICLE 11 - CONDITIONS DE REMISE DES LIVRABLES et vérification et réception des prestations</b>	7
11.1 – conditions de remise des livrables	7
11.2 – vérification et réception des prestations	7
11.3 – Décisions du pouvoir adjudicateur	8
<b>ARTICLE 12 - CONDUITE DES PRESTATIONS, COLLABORATION, obligations ET ECHANGES</b>	9
12.1 – équipe chargée de l'exécution des prestations	9
12.2 – obligations générales du titulaire	9
12.3 – obligations du pouvoir adjudicateur	10
<b>ARTICLE 13 - PERSONNEL AFFECTE A L'EXECUTION DES PRESTATIONS</b>	10
<b>ARTICLE 14 - OBLIGATIONS DE SECRET PROFESSIONNEL, DE DISCRETION PROFESSIONNELLE ET DE CONFIDENTIALITE</b>	10
<b>ARTICLE 15 – OBLIGATIONS AU TITRE DE LA PROTECTION DES DONNÉES à CARACTÈRE PERSONNEL</b>	11
15.1 – traitement des données à caractère personnel	Erreur ! Signet non défini.
15.2 – clause RGPD relative au contrôle et au suivi de l'action d'insertion	Erreur ! Signet non défini.
<b>ARTICLE 16 - PROPRIETE INTELLECTUELLE</b>	12
16.1 – connaissances antérieures du pouvoir adjudicateur	12
16.2 – connaissances antérieures du titulaire	12
16.3 – cession des droits afférents aux résultats	13
16.4 – garantie des droits	14
16.5 – prix de la cession des droits	14
<b>ARTICLE 17 - PROLONGATION DES DELAIS D'EXECUTION</b>	14
<b>ARTICLE 18 - PENALITES</b>	15
18.1 – généralités	15
18.2 – pénalités de retard	15
18.3 – pénalités pour non-respect de l'engagement d'insertion par l'activité économique	15
<b>ARTICLE 19 - PRIX</b>	15
19.1 – Prix initiaux	15
19.2 – Prix de règlement	16
<b>ARTICLE 20 - MODALITES DE REGLEMENT</b>	16
20.1 – Avances	16
20.2 – ACOMPTES	16
20.3 – Facturation	17
20.4 – Délai global de paiement	17
<b>ARTICLE 21 - SOUS-TRAITANCE</b>	18
<b>ARTICLE 22 - RESPONSABILITE ET ASSURANCES</b>	19
<b>ARTICLE 23 - PROTECTION DE LA MAIN D'OEUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL</b>	19
<b>ARTICLE 24 - REGULARITE DE LA SITUATION SOCIALE ET FISCALE DU TITULAIRE</b>	20
<b>ARTICLE 25 - CHANGEMENT DANS LA SITUATION DU TITULAIRE</b>	21
<b>ARTICLE 26 - CONDITIONS DE RESILIATION</b>	22

26.1 – Résiliation aux torts du titulaire .....	22
26.2 – Résiliation sans faute du titulaire .....	22
<b>ARTICLE 27 - REGLEMENT DES LITIGES.....</b>	<b>23</b>
<b>ARTICLE 31 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX .....</b>	<b>23</b>

## **ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ**

Le présent marché a pour objet la réalisation de prestations de conception, réalisation et accompagnement de formations à l'intention du réseau des Promeneurs du Net jeunesse et parentalité afin de développer et/ou renforcer leurs compétences en matière de prévention de la radicalisation, de la violence et du harcèlement en ligne, ainsi que la question du mal-être, du repli sur soi et de la détresse psychologique chez les jeunes.

Le présent marché s'inscrit strictement dans le cadre d'un projet intitulé « Web Citoyen 2 » qui a reçu le soutien et l'engagement de financement du fonds européen FSI pour la période de réalisation du projet, soit de 2026 au 31 décembre 2028.

Référence du dossier : **13/25**

## **ARTICLE 2 – CADRE JURIDIQUE ET FORME DU MARCHÉ**

### **2.1 – CADRE JURIDIQUE ET PROCÉDURE DE PASSATION**

Le présent accord-cadre est passé en application des articles L124-4 et L224-12 du Code de la Sécurité sociale.

L'accord-cadre est passé sous la forme d'un marché à procédure adaptée, conformément aux dispositions du Code de la Commande Publique et notamment à l'article R.2123-1-3° relatifs aux marchés services sociaux et autres services spécifiques.

### **2.2 – FORME DU MARCHÉ**

Le présent accord-cadre est un accord-cadre mono-attributaire de prestations de services, à bons de commande et à partie forfaitaire.

Conformément aux dispositions des articles R. 2121-8, R. 2162-1, R. 2162-2 alinéa 1, R. 2162-4 2°, R. 2162-5 et 6 du code de la commande publique, l'accord-cadre est conclu sans minimum et avec un maximum de commandes en valeur.

Le montant maximum de commandes de l'accord-cadre est de 2 000 000 € TTC pour toute sa durée d'exécution.

Le montant estimatif du marché est de 3 070 420 € TTC.

Les bons de commande sont émis au fur et à mesure des besoins de l'acheteur public et peuvent être passés jusqu'au dernier jour de validité du marché, dans les conditions fixées à l'article 10 du présent CCAP.

## **ARTICLE 3 - PARTIES CONTRACTANTES & DISPOSITIONS GENERALES**

### **3.1 – PARTIES CONTRACTANTES**

Les parties contractantes sont :

- d'une part, la Caisse Nationale des Allocations Familiales (Cnaf), dénommée ci-après « le pouvoir adjudicateur » ou « l'acheteur public » et représentée par son Directeur général Nicolas Grivel ;
- d'autre part, l'entreprise titulaire de l'accord-cadre, dénommée ci-après « le titulaire » ou « le prestataire ».

### **3.2 – DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

Le pouvoir adjudicateur est représenté par Monsieur le Directeur de la Cnaf ou son représentant.

La personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R. 2191-59 du code de la commande publique, auquel renvoie l'article R. 2391-28 de ce même code (nantissements ou cessions de créances est :

- Monsieur le Directeur de la Cnaf ou son représentant pour les dispositions concernant les articles R. 2191-60 et R. 2391-61 ;  
Et
- Le comptable public assignataire, Monsieur l'Agent Comptable de la Cnaf, pour les dispositions de l'article R. 2191-62. Il assure tous les règlements de sommes dues au titre du présent accord-cadre. Toutes les oppositions éventuelles doivent lui être adressées.

Sauf disposition expresse contraire, toutes les décisions mentionnées dans le présent marché sont prises par le Directeur de la Cnaf ou son représentant. Elles sont notifiées par tout moyen permettant de donner date certaine à leur réception par le titulaire.

#### ARTICLE 4 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre d'importance décroissant :

- l'acte d'engagement et, s'il y a lieu, l'annexe à l'acte d'engagement relative à la sous-traitance;
- Mise au point éventuelle et précision d'offre éventuelle (les mentions y figurant ont l'ordre de priorité des documents auxquelles elles se rapportent) ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) n°13/25 ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) n°13/25 et ses annexes éventuelles ;
- le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de techniques de l'information et de la communication (CCAG-TIC), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 et assorti de l'option B ;
- l'offre technique (cadre de réponse technique complété, et le cas échéant, mémoire technique)
- l'annexe financière (cadre de réponse financière complété) du titulaire ;

En cas de contradiction ou de divergence entre plusieurs pièces constitutives du marché, elles prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus.

Aucune réserve qui serait apportée aux pièces désignées ci-dessus n'est admise. Le titulaire s'engage à respecter toutes les stipulations incluses dans les pièces du marché.

Toute clause portée dans la documentation du titulaire et contraire aux stipulations ou dispositions des pièces constitutives du marché, est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire sont notamment concernées par cette disposition.

#### ARTICLE 5 - DUREE DU MARCHE

##### 5.1 – DURÉE INITIALE

Le présent marché démarre à compter de sa notification et court jusqu'à sa date d'expérimentation, fixée au 31 décembre 2028.

##### 5.2 – RECONDUCTION

Sans objet.

#### ARTICLE 6 - UTILISATION DE LA LANGUE FRANCAISE

Les correspondances, réunions et discussions relatives à l'exécution du présent marché **se déroulent en français**. Tous les livrables attendus doivent être **rédigés en langue française**.

#### ARTICLE 7 - LIEUX D'EXECUTION

Les prestations objet du marché sont réalisées sur le site du pouvoir adjudicateur, au 32 avenue de la Sibelle, 75014 PARIS, dans ses locaux au 19 rue du Pot de Fer, 75005 PARIS ou dans les locaux du titulaire.

Le présent marché comprend également une dimension européenne avec l'organisation d'un voyage d'études en Finlande.

## ARTICLE 8 - PRESTATIONS ATTENDUES

Les prestations attendues dans le cadre du présent marché sont définies dans le CCTP n°13/25.

Elles comprennent une partie forfaitaire et une partie à bons de commande.

Les prestations dites forfaitaires sont référencées dans le CCTP n°13/25 de l'article 4.1 à l'article 4.8.

Les prestations à bons de commandes sont présentées sous forme d'unités d'œuvre, par référence aux articles précités. Notamment les formations pourront être commandées en fonction des besoins. Les dates des journées d'études, du voyage en Finlande, des webinaire et séminaire ne sont pas encore définies et pourront être précisées par bons de commande.

## ARTICLE 9 - CLAUSE DE REEXAMEN

Conformément aux articles L.2194-1 et R.2194-1 du Code de la commande publique, le présent accord-cadre prévoit une clause de réexamen permettant son adaptation sans nouvelle procédure de mise en concurrence.

Lorsque l'exécution de la partie à bons de commande de l'accord-cadre conduit à atteindre 75 % du montant maximal fixé dans le présent marché, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'adapter le marché afin de répondre aux besoins constatés, notamment en ajustant le nombre de sessions de formations ou de capsules vidéo.

Cette adaptation fera l'objet d'un avenant, établi dans le respect des principes de la commande publique, sans modifier la nature globale du marché.

## ARTICLE 10 - MODALITES D'EXECUTION DU MARCHE ET DE PASSATION DES BONS DE COMMANDE

L'exécution des prestations dites forfaitaires démarre à compter de la notification du marché.

L'exécution des prestations dites à bons de commandes s'exécute au fur et à mesure des besoins du pouvoir adjudicateur.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'à l'expiration du marché.

Les bons de commande notifiés pendant la période de validité du marché sont exécutés jusqu'à leur terme.

Ils peuvent être passés jusqu'au dernier jour de validité du marché, sans que la durée d'exécution des bons de commande excède trois mois après la date d'échéance du marché.

Ils sont notifiés au titulaire par tout moyen permettant de donner date certaine à leur réception.

La notification des bons de commande au titulaire entraîne le début d'exécution des prestations.

Le titulaire dispose d'un délai de **trois (3) jours** ouvrés à compter de la date d'émission du bon de commande pour faire part de ses observations.

En l'absence d'observations dans ce délai, le bon de commande est réputé accepté par le titulaire.

En cas d'observations du titulaire, le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de **deux (2) jours ouvrés** pour les examiner et prendre une décision.

Si les observations sont prises en compte par le pouvoir adjudicateur, celui-ci en informe sans délai le titulaire et lui notifie ensuite le bon de commande modifié.

Si le pouvoir adjudicateur décide de ne pas prendre en compte les observations du titulaire, ce dernier reste tenu d'exécuter le bon de commande initialement notifié.

Si après notification du bon de commande relatif à une formation, le nombre minimum de stagiaires n'est pas atteint pour une session, le pouvoir adjudicateur peut annuler sans frais le bon de commande. Le pouvoir adjudicateur en informe le titulaire dans les plus brefs délais.

Les bons de commande mentionnent obligatoirement :

- le numéro de marché attribué par le pouvoir adjudicateur ;
- le numéro du bon de commande ;
- la désignation de la prestation (indication de la ou des unités d'œuvre) à réaliser et les quantités commandées ;
- les livrables attendus ;
- le délai d'exécution de chacune des prestations ;
- le montant total hors TVA, le montant de la TVA et le montant total TTC ;
- le code service du site ordonnateur en charge d'instruire le dossier et son adresse (Cnaf site de Paris, 32 avenue de la Sibelle, 75014 Paris).

Les délais d'exécution ne comprennent pas les délais impartis au pouvoir adjudicateur pour procéder aux opérations de vérification.

## **ARTICLE 11 - CONDITIONS DE REMISE DES LIVRABLES ET VERIFICATION ET RECEPTION DES PRESTATIONS**

### **11.1 – CONDITIONS DE REMISE DES LIVRABLES**

Les livrables sont adressés par le titulaire au pouvoir adjudicateur par voie électronique.

Tous les livrables du titulaire sont fournis sous un format lisible par la version Libre Office référentielle de la branche Famille, MS office 365 ou sous format PDF.

Ils sont adressés avec accusé de réception à/aux adresse(s) de messagerie communiquée au titulaire par le chef de projet après la notification du marché.

Le mode de transmission électronique du titulaire garantit l'identité de l'auteur, l'intégralité, la confidentialité des messages et apporte date certaine à leur réception. Dans le cas contraire, il ne peut contester la date de réception opposée par le pouvoir adjudicateur.

En cas de retard dans la livraison des livrables attendus, le titulaire encourt des pénalités de retard conformément aux stipulations de l'article 18.1 ci-dessous.

A compter de leur réception, les livrables deviennent propriété exclusive du pouvoir adjudicateur.

### **11.2 – VÉRIFICATION ET RÉCEPTION DES PRESTATIONS**

**S'agissant de l'ingénierie de formation et l'ingénierie pédagogique**, à l'issue de la remise de l'ensemble des livrables attendus, le pouvoir adjudicateur dispose de dix (10) jours ouvrés pour procéder aux opérations de vérification destinées à constater que le support de présentation est conforme aux prescriptions du CTC et à l'offre technique du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur prend ensuite une décision conformément à l'article 11.3 ci-dessous.

**S'agissant des prestations de suivi et d'animation de projet**, à l'issue de la remise de chaque livrable attendu, le pouvoir adjudicateur dispose de dix (10) jours ouvrés pour procéder aux opérations de vérification destinées à constater que ledit livrable est conforme aux prescriptions du CTC et à l'offre technique du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur prend ensuite une décision conformément à l'article 11.3 ci-dessous.

**S'agissant des sessions de formation**, à l'issue de chaque session de formation, le pouvoir adjudicateur dispose de dix (10) jours ouvrés pour procéder aux opérations de vérification destinées à constater que les prestations sont conformes aux prescriptions du CTC et à l'offre technique du titulaire. Le pouvoir adjudicateur prend ensuite une décision conformément à l'article 11.3 ci-dessous.

**S'agissant de la solution numérique e-learning pour le module de sensibilisation**, à l'issue de la mise à disposition par le titulaire de la solution numérique attendue, le pouvoir adjudicateur dispose de dix (10) jours ouvrés pour procéder aux opérations de vérification destinées à constater que le support de présentation est conforme aux prescriptions du CTC et à l'offre technique du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur prend ensuite une décision conformément à l'article 11.3 ci-dessous.

**S'agissant de la réalisation des capsules vidéo**, à l'issue de la réception de chaque livrable attendu, le pouvoir adjudicateur dispose de dix (10) jours ouvrés pour procéder aux opérations de vérification destinées à constater que le support de présentation est conforme aux prescriptions du CTC et à l'offre technique du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur prend ensuite une décision conformément à l'article 11.3 ci-dessous.

**S'agissant de la réalisation de la campagne de communication**, à l'issue de la réception de chaque livrable attendu, le pouvoir adjudicateur dispose de dix (10) jours ouvrés pour procéder aux opérations de vérification destinées à constater que le support de présentation est conforme aux prescriptions du CTC et à l'offre technique du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur prend ensuite une décision conformément à l'article 11.3 ci-dessous.

**S'agissant de l'organisation du voyage d'étude en Finlande**, à l'issue de la réception de chaque livrable attendu, le pouvoir adjudicateur dispose de dix (10) jours ouvrés pour procéder aux opérations de vérification destinées à constater que le support de présentation est conforme aux prescriptions du CTC et à l'offre technique du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur prend ensuite une décision conformément à l'article 11.3 ci-dessous.

**S'agissant de l'organisation des deux journées d'étude européenne**, à l'issue de la réception de chaque livrable attendu, le pouvoir adjudicateur dispose de dix (10) jours ouvrés pour procéder aux opérations de vérification destinées à constater que le support de présentation est conforme aux prescriptions du CTC et à l'offre technique du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur prend ensuite une décision conformément à l'article 11.3 ci-dessous.

**S'agissant de l'organisation du webinaire et du séminaire de fin de projet**, à l'issue de la réception de chaque livrable attendu, le pouvoir adjudicateur dispose de dix (10) jours ouvrés pour procéder aux opérations de vérification destinées à constater que le support de présentation est conforme aux prescriptions du CTC et à l'offre technique du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur prend ensuite une décision conformément à l'article 11.3 ci-dessous.

La présence du titulaire lors des opérations de vérification n'est pas prévue.

### **11.3 – DÉCISIONS DU POUVOIR ADJUDICATEUR**

A l'issue de chaque opération de vérification, le pouvoir adjudicateur peut prendre une décision de réception, de réception avec réfaction, d'ajournement, de rejet, conformément aux dispositions du CCAG-PI.

Toutes les décisions sont notifiées au titulaire par tout moyen permettant de leur donner date certaine.

#### **Réception**

Le pouvoir adjudicateur prononce la réception des prestations quand elles répondent aux stipulations du marché. Elle permet au titulaire d'émettre sa facture.

#### **Ajournement – Réfaction – Rejet**

Toute décision est notifiée au titulaire et doit être motivée.

En cas de décision de réception avec réfaction, d'ajournement ou de rejet, le titulaire dispose de cinq (5) jours ouvrés pour présenter ses observations et procéder, le cas échéant, aux corrections demandées. Passé ce délai, il est réputé avoir accepté la décision du pouvoir adjudicateur.

Si le titulaire émet des observations ou remet une nouvelle version des livrables, le pouvoir adjudicateur dispose alors d'un délai de sept (7) jours ouvrés pour procéder à de nouvelles vérifications et notifier au titulaire une décision définitive.



Le rejet peut entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire.

L'absence de notification par le pouvoir adjudicateur de sa décision dans les délais prévus n'entraîne pas la réception implicite des prestations.

## **ARTICLE 12 - CONDUITE DES PRESTATIONS, COLLABORATION, OBLIGATIONS ET ECHANGES**

La réussite du projet dépend de la collaboration étroite et permanente entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur dans les conditions définies ci-dessous.

### **12.1 – ÉQUIPE CHARGÉE DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS**

La réalisation des prestations objet du marché par les profils décrits dans l'offre technique du titulaire est un élément substantiel du marché.

Dès la notification du marché, le titulaire informe le pouvoir adjudicateur des noms et coordonnées des intervenants qui seront chargés d'exécution des prestations. Si une ou plusieurs personnes ne sont plus en mesure de réaliser l'exécution du marché, le titulaire doit en aviser le pouvoir adjudicateur immédiatement, par lettre recommandée avec accusé de réception. Le titulaire dispose de quinze (15) jours calendaires à compter de la date d'envoi de ce courrier, pour désigner un ou des remplaçants de profils équivalents et en communiquer le nom et les titres au pouvoir adjudicateur.

En l'absence de proposition de remplaçant dans le délai imparti, le marché peut être résilié pour faute du titulaire.

Les dispositions du présent article ne peuvent entraîner aucun coût supplémentaire pour le pouvoir adjudicateur.

### **12.2 – OBLIGATIONS GÉNÉRALES DU TITULAIRE**

Le titulaire a la responsabilité de réaliser les prestations attendues par le pouvoir adjudicateur dans les délais prévus par le présent marché, en respectant les règles de l'art en vigueur ainsi que toutes les spécifications techniques.

Le titulaire s'engage notamment à :

- réaliser les prestations dans les délais prévus par le présent marché et dans les bons de commande ;
- assurer la gestion et le suivi des prestations objet du marché ;
- fournir les livrables attendus dans les délais contractuels prévus ;
- assumer une obligation générale de conseil, d'information, de recommandations et d'alerte envers le pouvoir adjudicateur ;
- garantir la qualité des services pendant toute la durée de leur exploitation ;
- garantir la compatibilité de ses services et fonctionnalités avec l'environnement technique du pouvoir adjudicateur, tel que décrit dans le présent marché ;
- respecter l'obligation de confidentialité dans l'exercice de sa mission ;
- assurer la réversibilité complète des prestations, le cas échéant ;
- se soumettre, ainsi que ses préposés, aux règles de sécurité et d'accès en vigueur dans les locaux des sites de la branche Famille.

Le non-respect par le titulaire de ses obligations contractuelles générales décrites au présent article peut entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire, conformément à l'article 26 du présent document, sans mise en demeure et sans qu'il ne puisse prétendre à quelque indemnité que ce soit.

Toutes les prestations sont confiées exclusivement au titulaire. Si le titulaire fait appel à des tiers, notamment dans le cas de sous-traitance, il assure l'interface avec les éventuels autres prestataires intervenant dans la prestation. Il demeure responsable de l'exécution des prestations.

Au cours de l'exécution d'une prestation, le responsable technique du pouvoir adjudicateur peut émettre des observations ou recommandations et demander au titulaire que ces dernières soient prises en compte.

Le titulaire s'engage à prendre en compte ces observations. En tout état de cause, tout ajustement demandé au titulaire par le pouvoir adjudicateur doit être conforme aux prescriptions contractuelles.

Le titulaire doit également donner au pouvoir adjudicateur une visibilité suffisante sur l'organisation qu'il met en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché.

Il assume en outre une obligation générale de conseil, d'information et de recommandations envers le pouvoir adjudicateur.

### **12.3 – OBLIGATIONS DU POUVOIR ADJUDICATEUR**

Le pouvoir adjudicateur s'engage à collaborer avec le titulaire et à lui fournir, dans les plus brefs délais, tous les documents, renseignements et informations qu'il détient pour permettre au titulaire de prendre connaissance du périmètre et de réaliser les prestations qui lui sont confiées.

Le pouvoir adjudicateur s'engage par ailleurs, à fournir au titulaire des moyens satisfaisants lui permettant d'effectuer sa mission dans les meilleures conditions.

Toutefois, les personnels du titulaire n'ont pas accès au système d'information. Ils doivent donc disposer de leurs propres postes de travail.

Le pouvoir adjudicateur désigne un responsable technique au sein de Cnaf ou d'un organisme dûment habilité par la Cnaf pendant toute la durée d'exécution du marché.

Ce responsable technique est l'autorité chargée du suivi de l'exécution des prestations.

Il est chargé des opérations de vérification des prestations.

### **ARTICLE 13 - PERSONNEL AFFECTE A L'EXECUTION DES PRESTATIONS**

Le titulaire s'engage à remplir seul ses obligations d'employeur vis-à-vis de son personnel ou des personnels extérieurs qu'il estime devoir mobiliser et rémunérer, dans le cadre du présent marché.

Les agents du titulaire demeurent placés sous son autorité même si les interventions sont exécutées dans les locaux du pouvoir adjudicateur.

Tout accident ou maladie pouvant affecter les agents du titulaire pendant la durée de la prestation relève de la compétence du titulaire.

### **ARTICLE 14 - OBLIGATIONS DE SECRET PROFESSIONNEL, DE DISCRETION PROFESSIONNELLE ET DE CONFIDENTIALITE**

Le titulaire est tenu au secret professionnel (article 226-13 du code pénal) et à l'obligation de confidentialité et de discrétion professionnelle.

Les faits, informations, études, documents, supports d'information, fichiers informatiques ou non, informations traitées et décisions de toute nature et renseignements fournis par le pouvoir adjudicateur, auxquels le titulaire a accès et n'appartenant pas au domaine public, à quelque titre que ce soit, au cours de l'exécution du présent marché, sont considérés comme secrets au sens de l'article 226-13 du code pénal.

Le titulaire s'interdit notamment toutes communications écrites ou verbales relatives aux prestations objet du marché, ainsi que toute remise de documents à des tiers, sans l'accord du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire s'engage tout particulièrement à :

- ne pas utiliser les documents et fichiers informatiques et informations traitées à des fins autres que celles spécifiées au présent marché ;
- ne prendre aucune copie des documents, supports d'informations, données et fichiers informatiques qui lui sont confiés à l'exception de celles nécessaires à l'exécution des prestations du présent marché sans accord préalable du pouvoir adjudicateur ;
- ne pas communiquer les produits réalisés, documents et fichiers à d'autres personnes morales ou non, privées ou publiques, que celles qui ont qualité pour en connaître, à savoir le personnel du pouvoir adjudicateur chargé de l'exécution du marché ainsi que le personnel chargé par le titulaire d'exécuter les prestations ;
- prendre toutes mesures de sécurité notamment matérielle permettant la conservation et l'intégrité des documents, fichiers informatiques et informations traités ou utilisés dans le cadre du présent marché et prendre toutes mesures permettant d'éviter toute déformation, endommagement et toute utilisation détournée ou frauduleuse de ceux-ci ;

- ne pas accéder aux informations stockées dans les fichiers du pouvoir adjudicateur, hors de son périmètre d'intervention sans son accord exprès et à porter à sa connaissance les cas où, au cours de son intervention, il aurait accédé fortuitement à ces informations ;
- ne conserver aucune copie des documents ou fichiers confiés par le pouvoir adjudicateur, à l'issue du marché et de produire une déclaration dûment signée par une personne habilitée à représenter le titulaire attestant de ladite destruction ;
- effectuer le transfert de données confidentielles vers un système de messagerie externe de façon sécurisée ;
- prendre toutes mesures pour assurer la confidentialité des données lors des opérations notamment de développement et de maintenance des logiciels et du matériel informatique utilisés dans le cadre du présent marché.

L'utilisation, par le titulaire, des noms Cnaf et Caf appliqués à quelque fin que ce soit, et la référence au présent marché sont subordonnées à l'accord écrit et préalable du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire s'engage également à faire respecter de façon absolue les dispositions du présent article par son personnel et par toute personne qui interviendrait directement ou indirectement pour son compte, notamment ses sous-traitants. Le titulaire ne peut sous-traiter l'exécution de prestations, ni procéder à une cession du marché sans l'accord préalable du pouvoir adjudicateur. Il conclut avec ces derniers un engagement de sécurité et de confidentialité reprenant les obligations prévues au présent article et dans l'annexe au CCTP relative au traitement des données à caractère personnel afin d'assurer notamment la mise en œuvre des mesures de sécurité et de confidentialité prévues dans la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et au règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016 concernant les données à caractère personnel.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour s'assurer du respect de ses obligations, tant par le titulaire que par ses sous-traitants éventuels. Pour ce faire, elle se réserve notamment le droit de demander, à tout moment, au titulaire, la communication de l'engagement de sécurité et de confidentialité prévu au précédent alinéa.

Le non-respect des obligations décrites au présent article peut entraîner, outre les sanctions pénales éventuellement encourues, la résiliation du marché aux torts exclusifs du titulaire sans indemnité.

Cette clause concerne également les informations dont la divulgation est de nature à porter atteinte à la sécurité du système (notamment les mots de passe, clés de chiffrement, documentation relative à l'architecture et la sécurité du système).

Ces obligations demeurent valables y compris après la fin du présent marché.

Le pouvoir adjudicateur s'engage à maintenir confidentiels les informations et documents remis par le titulaire et signalés comme tels par celui-ci.

## **ARTICLE 15 – OBLIGATIONS AU TITRE DE LA PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL**

Le présent marché comporte le traitement de données à caractère personnel.

A ce titre, il est soumis aux dispositions du règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016 concernant les données à caractère personnel et à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Une annexe au CCTP contractualise les obligations et les droits du pouvoir adjudicateur et du titulaire. Cette annexe définit la ou les personnes responsables du traitement et le ou les sous-traitants selon les définitions du règlement européen précité et de loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée précitée.

Durant l'exécution du marché, le titulaire s'engage à assurer la protection des données de façon constante et optimale conformément aux dispositions du règlement européen précité, à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée précitée et aux dispositions figurant dans l'annexe au CCTP et aux clauses du CCTP.

Le titulaire a la charge de mettre en place les mesures de sauvegarde appropriées pour assurer la conservation des données dans les conditions prescrites par l'annexe au CCTP et qu'il aura mentionnées dans son offre technique.

En cas de perte ou de destruction partielle ou totale de données de son fait, le titulaire doit les reconstituer à ses frais avec les sauvegardes qu'il aura réalisées.

Toute modification de l'annexe s'effectue par accord du pouvoir adjudicateur et du titulaire par la signature du texte modificatif de l'annexe précitée, par voie d'avenant.

Le titulaire et tout sous-traitant doivent respecter les exigences de la Politique de sécurité du Système d'information de la banque Famille. A ce titre, il respecte les exigences de sécurité imposées par le CCTP.

L'exigence de la garantie d'un haut niveau de sécurité s'applique au site principal (pré production, production, recette, développement), à celui de secours, au site de sauvegarde éventuel ainsi qu'au personnel d'exploitation du titulaire ou de tout sous-traitant qui pourrait accéder aux données.

Afin d'assurer la sécurité des données, les données et les outils utilisés par le titulaire ou tout sous-traitant accepté par le pouvoir adjudicateur, sont hébergés et administrés exclusivement dans un pays garantissant un niveau de protection adéquat au sens de la réglementation sur la protection des données en vigueur de l'Union européenne.

Le titulaire ne peut sous-traiter l'exécution de prestations ni procéder à une cession du marché sans l'accord préalable du pouvoir adjudicateur.

Le non-respect des obligations de protection et de sécurité des données fixées dans le présent article, y compris l'annexe au CCTP, par le titulaire ou tout sous-traitant accepté par le pouvoir adjudicateur, peut entraîner le refus du transfert ou la cessation du transfert des données par le pouvoir adjudicateur et la résiliation du marché aux torts exclusifs du titulaire et ce sans indemnité, conformément à l'article 27 ci-dessous.

En cas de requête provenant d'une autorité judiciaire reçue par le titulaire, ce dernier s'engage à en informer immédiatement le pouvoir adjudicateur.

La responsabilité pénale du titulaire peut être engagée sur le fondement des articles 226-17 à 226-22 du Code pénal.

## **ARTICLE 16 - PROPRIETE INTELLECTUELLE**

### **16.1 – CONNAISSANCES ANTÉRIEURES DU POUVOIR ADJUDICATEUR**

Le titulaire s'engage à ne pas porter atteinte aux droits de propriété que détient le pouvoir adjudicateur sur tous les documents, supports d'information, programmes, logiciels, données et fichiers qu'il lui remet dans le cadre du présent marché.

Le pouvoir adjudicateur concède au titulaire, à titre non exclusif, le droit de reproduire et / ou modifier ces documents, supports d'information, programmes, logiciels, données et fichiers, à la stricte fin de lui permettre d'exécuter les prestations, objet du marché, et uniquement pour la durée d'exécution desdites prestations.

### **16.2 – CONNAISSANCES ANTÉRIEURES DU TITULAIRE**

Dans l'hypothèse où pour l'exécution des prestations du marché, le titulaire doit mettre à disposition du pouvoir adjudicateur des « connaissances antérieures » (définies aux articles 44 et 45 du CCAG-TIC et aux articles 24.2 du CCAG-PI) et notamment des outils logiciels (hors livrables informatiques attendus dans le cadre de l'exécution des prestations), celles-ci sont identifiées dans le mémoire technique du titulaire ainsi que les conditions des droits de modification, d'adaptation, de traduction de ces connaissances.

Dans l'hypothèse où celles-ci ne sont pas identifiables lors de la remise de l'offre, ces connaissances antérieures sont identifiées au fur et à mesure de l'exécution du marché, avant toute intégration et/ou utilisation.

Les coûts de cette mise à disposition sont inclus dans les prix du marché.

Le titulaire concède, conformément à l'article 45.1 du CCAG-TIC relatif au régime des connaissances antérieures, le droit d'utiliser ces connaissances antérieures.

Ce droit comprend le droit de reproduire, de dupliquer, de charger, d'afficher, de stocker, d'exécuter, de représenter les connaissances antérieures.

Cette autorisation est valable pour la même durée que les droits d'utilisation portant sur les résultats.

### **16.3 – CESSION DES DROITS AFFÉRENTS AUX RÉSULTATS**

Au sens du présent marché, le terme « résultats » désigne les différents livrables élaborés et remis par le titulaire au pouvoir adjudicateur.

Par dérogation à l'article 46 du CCAG-TIC, le titulaire cède au pouvoir adjudicateur, à titre exclusif, les droits afférents aux livrables, même partiels, réalisés lors de l'exécution du marché, et réceptionnés par le pouvoir adjudicateur.

Les livrables attendus au titre du marché sont précisés dans le CCTP.

Le titulaire ne peut utiliser ou exploiter, de quelque manière que ce soit, les résultats cédés.

Les droits sont cédés pour le monde entier. Le pouvoir adjudicateur dispose de l'ensemble de ces droits pour la durée légale des droits d'auteur et des droits voisins des droits d'auteur.

Les droits patrimoniaux de propriété intellectuelle cédés au titre du présent marché sont entendus dans le sens le plus large et de façon non limitative.

Notamment, le pouvoir adjudicateur dispose des droits patrimoniaux de reproduction et de représentation afférents aux résultats, ainsi que des droits d'utilisation, de distribution, d'incorporation, d'intégration, d'adaptation, d'arrangement, de transformation, de correction, d'évolution, de traduction des livrables, en tout ou partie, en l'état ou modifié.

Particulièrement :

- le droit d'utilisation est entendu dans le sens le plus large, pour tout ou partie des livrables informatiques et documentaires, sur tous systèmes d'information (serveurs, unités centrales ou locales, réseau, ....), par un nombre quelconque d'utilisateurs et sur tous les sites du pouvoir adjudicateur et de la branche Famille de la Sécurité sociale, quel que soit le mode ou le procédé d'exploitation utilisé ;
- le droit de reproduction comporte notamment le droit de reproduire ou faire reproduire les livrables informatiques et documentaires, sans limitation du nombre, en tout ou partie, en l'état ou modifiés, par tous procédés et sur tout support (imprimé, magnétique, optique, numérique ou électronique, y compris non prévisibles ou inconnus à la date de signature du marché, ainsi que sur tout support permettant de stocker de manière transitoire ou permanente des informations) ;
- le droit de représentation et de distribution comporte notamment le droit de communication à des tiers et de mise à disposition à des tiers des livrables informatiques et documentaires, en tout ou partie, en l'état ou modifiés, par tous moyens, modes ou procédés (présentation publique, impression, numérique, magnétique, mécanique, électronique, optique, réseaux informatiques et de télécommunication,...), y compris non prévisibles ou inconnus à la date de signature du marché. La communication et la mise à disposition des résultats ne peuvent se faire qu'à des fins non commerciales ;
- les droits de modification et d'adaptation comportent notamment, pour tout ou partie des livrables cédés, le droit de faire évoluer, arranger, corriger, perfectionner, traduire en toutes langues. Particulièrement, pour tout ou partie des livrables informatiques cédés, ces droits comportent notamment le droit de décompiler, assembler, intégrer à tout système ou logiciel préexistant ou à venir que ces derniers soient ou non qualifiés d'œuvres préexistantes, interfacer avec tout logiciel, base de données ou systèmes préexistant ou à venir, traduire en tous langages informatiques.

Les modifications et adaptations ainsi apportées à tout ou partie des livrables informatiques et documentaires par l'exercice de ces droits s'entendent de manière large et peuvent être apportées par le pouvoir adjudicateur, par le prestataire de son choix, afin de répondre notamment et de façon non limitative aux besoins du pouvoir adjudicateur, des organismes de la branche Famille ou ceux de ses partenaires.

L'ensemble de ces modifications s'inscrit dans l'exercice normal des droits patrimoniaux dont est investi, au titre de la cession des droits afférents aux résultats du présent marché, le pouvoir adjudicateur.

Les droits sont cédés dans le respect des droits moraux de l'auteur.

Le titulaire ne peut utiliser ou exploiter, de quelque manière que ce soit, les résultats cédés.

Le pouvoir adjudicateur peut céder ses droits à des tiers et plus précisément à chacun des organismes de la branche Famille de la Sécurité sociale ou de sa tutelle, qui peuvent librement en user, dans les mêmes conditions que le pouvoir adjudicateur tel que prévu dans le cadre du présent article.

#### **16.4 – GARANTIE DES DROITS**

Le titulaire garantit au pouvoir adjudicateur la jouissance pleine et entière, libre de toute servitude, des droits cédés aux termes du présent marché.

Notamment, le titulaire garantit le pouvoir adjudicateur contre toute action en contrefaçon qui pourrait être dirigée contre ce dernier alors qu'il n'aurait commis aucune faute et qui résulterait de l'exploitation des résultats du présent marché et des connaissances antérieures du titulaire.

A ce titre, le titulaire prend à sa charge tous dommages et intérêts auxquels le pouvoir adjudicateur, en l'absence de faute qui lui serait directement imputable, serait condamné à raison d'un acte de contrefaçon du fait de l'exploitation des résultats et des connaissances antérieures du titulaire du marché.

#### **16.5 – PRIX DE LA CESSIION DES DROITS**

Le prix de la cession des droits est compris de façon forfaitaire dans le prix des prestations, tels qu'ils figurent dans l'annexe financière du titulaire.

Le titulaire ne peut réclamer aucune somme complémentaire à quelque titre que ce soit.

### **ARTICLE 17 - PROLONGATION DES DELAIS D'EXECUTION**

Le pouvoir adjudicateur peut accorder au titulaire une prolongation des délais d'exécution fixés par le présent marché ou par un bon de commande et pour chacune des prestations attendues, lorsqu'une cause n'engageant pas la responsabilité de ce dernier fait obstacle à l'exécution de la prestation dans les délais contractuels et est provoquée du fait du pouvoir adjudicateur ou du fait d'un évènement ayant le caractère de force majeure.

Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire doit, par courriel, informer le pouvoir adjudicateur des causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai fixé et qui, selon lui, échappent à sa responsabilité. Il dispose pour cela d'un délai de trois (3) jours ouvrés à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues. Il formule en même temps une demande de prolongation du délai d'exécution.

Le pouvoir adjudicateur notifie par écrit au titulaire sa décision dans le délai maximum de trois (3) jours ouvrés à compter de la réception de la demande, sous réserve que le marché n'arrive pas à son terme avant la fin de ce délai.

Aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée pour des évènements survenus après l'expiration du marché.

Une prolongation des délais ne peut en aucun cas entraîner une augmentation du coût de la prestation.

## ARTICLE 18 - PENALITES

### 18.1 – GÉNÉRALITÉS

En cas de constatation de plusieurs faits générateurs, les pénalités ainsi établies sont appliquées de façon cumulative. Au sein d'une même prestation, des pénalités de typologie différente peuvent, le cas échéant, être appliquées.

Par dérogation aux dispositions du CCAG-PI, le titulaire n'est pas exonéré du paiement des pénalités dont le montant serait inférieur à 1 000 euros HT pour l'ensemble du marché.

L'application des pénalités est notifiée au titulaire par tout moyen permettant de donner une date certaine à la décision, sans mise en demeure préalable.

Les pénalités sont réglées par précompte sur les sommes dues au titulaire au titre de l'exécution des prestations.

L'application de pénalités n'exclut pas la possibilité, pour le pouvoir adjudicateur, de résilier le marché dans les conditions définies à l'article 26 du présent CCAP. Dans l'hypothèse où la résiliation du marché est décidée, les pénalités courent jusqu'au jour de la résiliation.

### 18.2 – PÉNALTÉS DE RETARD

Lorsque le titulaire dépasse de son fait les délais contractuels d'une prestation, ce dernier encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de 150 euros par jour ouvré de retard.

### 18.3 – PÉNALTÉS POUR NON-RESPECT DE L'ENGAGEMENT D'INSERTION PAR L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

En cas de non-respect par le titulaire des obligations relatives à la mise en œuvre des actions d'insertion, il sera appliqué une pénalité de **70 euros** par heure d'insertion non-réalisée.

En cas de non-respect de l'engagement du titulaire pris au titre du critère relatif au nombre d'heures d'insertion supplémentaires, il sera appliqué une pénalité de **60 euros** par heure d'insertion non-réalisée.

En cas de non transmission des attestations et des justificatifs propres à permettre le contrôle de l'exécution des actions d'insertion, le titulaire subira une pénalité égale à **75 euros** par jour de retard à compter de la mise en demeure par le pouvoir adjudicateur.

## ARTICLE 19 - PRIX

### 19.1 – PRIX INITIAUX

#### **Type de prix :**

Les prix initiaux du marché sont forfaitaires.

#### **Forme de prix :**

Les prix initiaux sont forfaitaires et révisables dans les conditions définies ci-après.

#### **Contenu :**

Les prix initiaux figurent dans l'offre financière du titulaire. Ils sont réputés être établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres. Ils sont révisables dans les conditions fixées ci-après.

Les prestations relatives aux réunions de lancement, de bilan, d'évaluation, à la fourniture des livrables, à la campagne de communication, à la gestion de projet, son suivi, son animation et sa coordination, la réalisation de la solution numérique d'e-learning, son hébergement, sa maintenance sont à prix forfaitaire.

Le prix est établi tous frais compris et comprend notamment :

- toutes les charges fiscales et parafiscales ;

- les frais d'élaboration, de remise, de correction éventuelle des livrables ;
- la cession des droits de propriété intellectuelle ;
- les frais de déplacement, d'hébergement, de restauration des préposés du titulaire, des stagiaires ainsi que les frais d'organisation matérielle.
- les frais liés à la coordination du projet avec l'équipe projet Cnaf ;
- les frais d'hébergement et de maintenance de la solution numérique pour le module de sensibilisation ;
- les frais d'hébergement des capsules vidéo ;
- les frais relatifs à l'accès à la solution et aux capsules vidéo par les formateurs et stagiaires ;

Les prix relatifs aux prestations d'animation des sessions de formation ainsi qu'à la réalisation des capsules vidéo sont forfaitaires et à la commande. Le prix est établi tous frais compris et comprend notamment :

- toutes les charges fiscales et parafiscales ;
- les frais d'élaboration, de remise, de correction éventuelle des livrables ;
- la cession des droits de propriété intellectuelle ;
- les frais de déplacement, d'hébergement, de restauration des préposés du titulaire, des stagiaires ainsi que les frais d'organisation matérielle.

Le règlement de la TVA est effectué au taux en vigueur à la date du fait générateur.

#### **Date d'établissement des prix :**

Les prix sont réputés être établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres.

#### **19.2 – PRIX DE RÈGLEMENT**

Les prix sont fermes jusqu'à la date anniversaire du marché. Ils sont alors révisables annuellement selon la formule suivante :

$$P = P_0 \left[ 0,30 + 0,70 \frac{Syn}{Syn_0} \right]$$

dans laquelle :

P : désigne le prix révisé HT ;

P<sub>0</sub> : désigne le prix HT au mois d'établissement de l'offre ;

Syn : désigne le dernier indice Syntec connu à la date anniversaire du marché ;

Syn<sub>0</sub> : désigne l'indice du mois de l'établissement de l'offre.

### **ARTICLE 20 - MODALITES DE REGLEMENT**

#### **20.1 – AVANCES**

En application de l'article R.2191-13 du code de la commande publique, une avance est accordée au titulaire, sauf renonciation expresse de celui-ci dans l'acte d'engagement, pour la partie ferme du marché.

Le montant de l'avance est fixé à 5 % du montant de la partie ferme du marché.

Le remboursement de l'avance s'effectue dans les conditions fixées à l'article R.2191-14 du code de la commande publique.

#### **20.2 – ACOMPTES**

Les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution ouvrent droit au versement d'acomptes mensuels lorsque le titulaire du marché, considéré comme une petite et moyenne entreprise, en fait la demande expresse.



Le versement de ces acomptes mensuels implique la présentation de toute pièce demandée par le pouvoir adjudicateur justifiant de l'état d'avancement des prestations effectivement exécutées.

Le pouvoir adjudicateur contrôle l'exactitude des justificatifs fournis et les valide avant de procéder au règlement des factures.

### **20.3 – FACTURATION**

La facturation électronique est obligatoire pour toutes les entreprises dans les conditions fixées par le décret n°1478/2016 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique.

Le dépôt et la transmission des factures électroniques doivent être effectués sur le portail de facturation « CHORUS PRO », accessible à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

L'utilisation de ce portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission électronique.

Les factures non parvenues via « CHORUS PRO » sont retournées par le Directeur comptable et financier de la Cnaf.

Outre les mentions légales, le pouvoir adjudicateur exige que les factures émises comprennent a minima les informations suivantes :

- la référence du marché ;
- le cas échéant, la référence du bon de commande ;
- la date d'émission de la facture ;
- l'identité de l'émetteur et du destinataire et leur numéro SIRET ;
- le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établi par l'émetteur de la facture ;
- le numéro d'engagement indiqué sur le bon de commande ou transmis par le site désigné ci-dessous ;
- le code d'identification du service en charge du traitement (code service), à savoir le site Cnaf Siège (32 Avenue de la Sibelle, 75014 Paris) ;
- la date de réalisation des prestations ;
- la quantité et la désignation des unités d'œuvres / prestations réalisées ;
- le prix unitaire hors taxes de chaque prestation réalisée ;
- le montant global hors taxes et le montant total de la taxe à payer ainsi que, la répartition de ces montants par taux de TVA ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération.

Pour le versement d'acomptes, la demande de versement doit être accompagnée des pièces justifiant l'état d'avancement de la prestation effectivement exécutée.

Lorsque le titulaire est une petite ou moyenne entreprise et qu'il demande expressément le versement d'acomptes mensuels, il adresse tous les mois, à terme échu, une facture accompagnée d'une copie des pièces justifiant l'état d'avancement des prestations.

La vérification de la facturation est effectuée avant le paiement. Elle a pour objet de s'assurer de la concordance entre les éléments de la facture et la bonne réalisation des prestations. Le pouvoir adjudicateur procède ensuite au règlement correspondant.

Le pouvoir adjudicateur se libère des sommes dues en exécution du présent marché en domiciliant ses paiements au crédit du compte dont le titulaire a fourni les références sauf modification des relations contractuelles par recours aux procédures de nantissement (cession de créance, opposition, etc.) transférant les droits du titulaire, selon les règles prévues en la matière, conformément aux articles R.2191-45 et suivants du Code de la commande publique.

### **20.4 – DÉLAI GLOBAL DE PAIEMENT**

#### **Point de départ du délai de paiement**

Conformément aux articles L. 2192-10 et R. 2192-10 du code de la commande publique, le délai maximal de paiement des sommes dues au titulaire est de trente (30) jours.

Le point de départ du délai global de paiement est fixé à la plus tardive des deux dates entre la réception par le pouvoir adjudicateur de la facture du titulaire et la décision d'admission des prestations ou le terme prévu pour les acomptes.

La demande de paiement est transmise par voie électronique, sa date de réception correspond à la date de réception du message électronique informant le pouvoir adjudicateur de la mise à disposition de la facture sur le portail « CHORUS PRO ».

#### Suspension du délai de paiement

Le délai peut être suspendu une fois, s'il est constaté que la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces et des mentions prévues par la loi ou par le présent marché ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes.

Cette suspension fait l'objet d'une notification au titulaire par tout moyen permettant de donner date certaine à la réception. Elle précise les raisons qui, imputables au titulaire, s'opposent au paiement ainsi que les pièces à fournir ou à compléter. Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la réception par le pouvoir adjudicateur, de la totalité des justifications qui ont été réclamées au titulaire.

A compter de la réception de ces justifications, court un nouveau délai de trente (30) jours.

#### Intérêts moratoires et indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et une indemnité forfaitaire de quarante (40) euros pour les frais de recouvrement, au bénéfice du titulaire. Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points de pourcentage.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq (45) jours suivant la mise en paiement du principal.

#### Paiement du sous-traitant

Le délai de paiement du sous-traitant bénéficiant du paiement direct en application de l'article L2193-10 du code de la commande publique est identique à celui applicable au titulaire.

Ce délai court à compter de la date à laquelle le pouvoir adjudicateur a connaissance de l'acceptation expresse ou implicite par le titulaire des pièces justificatives servant de base au paiement direct.

Le délai de paiement du sous-traitant court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai mentionné à l'article R. 2193-12 du code de la commande publique, si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné à l'article R. 2193-14 du code de la commande publique.

#### Modalités de paiement

Les paiements se font par virement sur le compte ouvert au nom du titulaire, figurant dans l'acte d'engagement.

### **ARTICLE 21 - SOUS-TRAITANCE**

Dans le cas de la prise en charge d'une partie de la prestation par un prestataire tiers, le titulaire précise l'organisation et la répartition des prestations.

La sous-traitance de la totalité du marché est interdite.

Le titulaire, s'il envisage de recourir à la sous-traitance, doit obligatoirement en informer le pouvoir adjudicateur qui accepte le sous-traitant et agréé ses conditions de paiement, conformément aux

dispositions des articles L. 2193-1 et suivants et R. 2193-1 et suivants du code de la commande publique.

Le titulaire précise l'organisation et la répartition des prestations.

En tout état de cause, une déclaration de sous-traitance est produite au pouvoir adjudicateur qui se réserve le droit de refuser le sous-traitant si celui-ci ne devait pas apporter des garanties suffisantes pour assurer la mise en œuvre des mesures de sécurité, de secret professionnel et de confidentialité ainsi que le traitement des données à caractère personnel tels que prévus aux articles 14, 15 et 16 du présent document et aux droits de propriété intellectuelle.

En cas d'acceptation par le pouvoir adjudicateur de la sous-traitance, le titulaire s'engage à conclure un engagement de sécurité et de confidentialité reprenant les obligations prévues au présent accord-cadre en matière de sécurité et de confidentialité et à le communiquer au pouvoir adjudicateur.

Le pouvoir adjudicateur s'assure également de la compétence technique et des garanties financières du sous-traitant.

Le titulaire demeure, en toutes hypothèses, responsable du sous-traitant, garant des prestations qu'il exécute et du respect des dispositions du marché.

Lorsque le montant des prestations confiées au sous-traitant est égal ou supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant est payé directement par le pouvoir adjudicateur. Le sous-traitant adresse au titulaire sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur.

Les règles relatives au délai de paiement du sous-traitant sont précisées à l'article 20.4 du présent CCAP.

## **ARTICLE 22 - RESPONSABILITE ET ASSURANCES**

Le titulaire doit avoir souscrit à toutes les assurances nécessaires pour garantir toutes les conséquences dommageables des actes qu'il serait susceptible de causer de son fait ou du fait de tiers auxquels il fait appel dans le cadre du présent marché. Les dommages causés au personnel ou aux biens du pouvoir adjudicateur ou de tiers par le titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du titulaire.

Le titulaire reconnaît être responsable du personnel et des moyens mis à la disposition du pouvoir adjudicateur pour l'exécution des prestations, objet du présent marché.

Le titulaire garantit le pouvoir adjudicateur contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et affectant les locaux dans lesquels il intervient, y compris le recours des tiers.

Le titulaire doit être assuré pour couvrir sa responsabilité civile d'exploitation et professionnelle qu'il peut engager à l'occasion des actes de toute nature accomplis pendant l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à payer régulièrement les primes correspondantes et à justifier de la régularité de sa situation à toute demande du pouvoir adjudicateur par la présentation des polices ou des quittances correspondantes.

Dans le cas où le pouvoir adjudicateur le demande, le titulaire est tenu de produire une attestation de cette assurance indiquant le type de garantie, la nature des risques couverts et sa période de validité dans un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la réception de la demande.

Si le titulaire ne souscrit pas à cette obligation, il est tenu de dédommager le pouvoir adjudicateur ou toute autre victime à ses frais pour les dommages qui auront pu survenir.

Le titulaire s'engage à informer expressément la Cnaf de toute modification de son contrat d'assurance.

## **ARTICLE 23 - PROTECTION DE LA MAIN D'OEUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL**

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main d'œuvre est employée. En outre, le titulaire est tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail (OIT), notamment lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main d'œuvre est employée.

Ces huit conventions fondamentales de l'OIT sont :

- la convention sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical (C87, 1948) ;
- la convention sur le droit d'organisation et de négociation collective (C98, 1949) ;
- la convention sur le travail forcé (C29, 1930) ;
- la convention sur l'abolition du travail forcé (C105, 1957) ;
- la convention sur l'égalité de rémunération (C100, 1951) ;
- la convention concernant la discrimination (emploi et profession, C111, 1958) ;
- la convention sur l'âge minimum (C138, 1973) ;
- la convention sur les pires formes de travail des enfants (C182, 1999).

Le titulaire avise ses sous-traitants éventuels de ce que les obligations et dispositions considérées leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci.

Le titulaire doit être en mesure de justifier de ce respect en cours d'exécution du marché, et pendant la période de garantie des prestations, en fournissant, sur simple demande du pouvoir adjudicateur, tous les justificatifs permettant de démontrer qu'il s'impose le respect des obligations et dispositions considérées.

En signant l'acte d'engagement du présent marché, le titulaire s'engage à respecter l'ensemble des présentes dispositions ainsi qu'à faciliter un éventuel contrôle sur les sites du respect des obligations et dispositions en matière de protection et de conditions de travail de la main d'œuvre employée, par un tiers dûment mandaté à cet effet par le pouvoir adjudicateur.

#### **ARTICLE 24 - REGULARITE DE LA SITUATION SOCIALE ET FISCALE DU TITULAIRE**

En application de l'article R. 2143-8 du code de la commande publique, dans le cadre de la mise en œuvre des articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail, le pouvoir adjudicateur se fait remettre, par le titulaire, tous les six mois à compter de la date de notification du marché et jusqu'à la fin de son exécution :

- Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du code de la Sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois ;
- Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :
  - a) Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
  - b) Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
  - c) Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

Le titulaire établi à l'étranger fournit les pièces équivalentes demandées à l'article D.8222-7 du code du travail ; ces pièces doivent être rédigées en langue française ou être accompagnées d'une traduction en langue française, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Le titulaire doit adresser tous les six (6) mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents cités ci-dessus, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com/fr/>, rubrique « Connexion fournisseur ».

Conformément à l'article L. 8222-6 du code du travail, suite à l'information écrite par un agent de contrôle auprès du pouvoir adjudicateur faisant part de la situation irrégulière du titulaire au regard des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5 du code du travail, le pouvoir adjudicateur enjoint le titulaire de faire cesser sans délai cette situation.

Si le titulaire, dans un délai de deux (2) mois à compter de la mise en demeure effectuée par le pouvoir adjudicateur par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, n'apporte pas la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle, le marché peut être résilié sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

Si le titulaire n'a toujours pas apporté la preuve de la mise en conformité de sa situation dans un délai de six (6) mois après la mise en demeure par le pouvoir adjudicateur, le marché est résilié aux torts du titulaire sans indemnité. Le pouvoir adjudicateur peut alors décider de résilier le marché aux frais et risques du titulaire.

## **ARTICLE 25 - CHANGEMENT DANS LA SITUATION DU TITULAIRE**

Le titulaire est tenu de notifier sans délai au pouvoir adjudicateur, les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- à son relevé d'identité bancaire ;
- aux renseignements fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;
- et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement du titulaire pouvant influencer sur l'exécution du marché.

### **Changement sans création d'une nouvelle personne morale**

Tout changement de raison sociale ou de dénomination sociale, de siège social ou de domicile, du compte à créditer, doit être notifié par tous moyens permettant de donner date certaine/lettre recommandée avec avis de réception au pouvoir adjudicateur.

Cette notification doit être appuyée, selon les cas, soit du nouveau RIB, soit d'un exemplaire du journal d'annonces légales relatant la décision de l'Assemblée Générale de la société, soit d'une photocopie certifiée conforme de l'extrait du journal d'annonces légales.

### **Changement entraînant la création d'une nouvelle personne morale (clause de réexamen)**

Lorsque le changement de situation du titulaire entraîne la création d'une nouvelle personne morale (fusion, absorption, reprise de société dans le cadre d'une liquidation judiciaire, ...), il peut être envisagé d'établir un avenant entre le pouvoir adjudicateur et le nouveau titulaire portant transfert du marché. Le pouvoir adjudicateur n'est pas contraint d'accepter la passation dudit avenant.

En cas d'acceptation, des documents tels qu'un exemplaire du journal d'annonces légales relatant la décision de l'Assemblée Générale de la société, ou une copie de l'extrait du journal d'annonces légales, un nouveau R.I.B. seront à fournir.

Conformément à l'article R.2194-6 du code de la commande publique, le nouveau titulaire doit remplir les conditions qui avaient été fixées par le pouvoir adjudicateur pour la participation à la procédure de passation du marché initial.

Le non-respect par le titulaire de son obligation d'information de changement de situation peut entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire, conformément à l'article 26.1 du présent CCAP.

### **Changement entraînant la modification du groupement titulaire**

Au cours de l'exécution du présent marché, lorsqu'un changement (*sortie volontaire du groupement et remplacement dans celui-ci avec accord des autres membres, rachat d'un des membres du groupement, modification sociale, etc.*) entraîne la modification du groupement d'opérateurs économiques titulaire du présent marché, les parties conviennent de se rapprocher afin d'envisager, sous réserve que le ou les nouveau(x) membre(s) dudit groupement apporte(nt) la preuve de sa/leur capacité à assurer la continuité de l'exécution du marché, la passation d'un avenant de transfert entre le pouvoir adjudicateur et le nouveau groupement.

## **ARTICLE 26 - CONDITIONS DE RESILIATION**

Quelle que soit la cause de la décision du pouvoir adjudicateur, la résiliation du marché est notifiée au titulaire, par lettre recommandée avec avis de réception, la date portée sur l'avis de réception faisant foi.

### **26.1 – RÉSILIATION AUX TORTS DU TITULAIRE**

Le marché peut être résilié aux torts du titulaire dans les cas suivants :

- en cas de refus d'exécution d'un bon de commande émis par le pouvoir adjudicateur ;
- en cas de rejet des prestations dans les conditions fixées au présent CCAP, sans mise en demeure préalable ;
- en cas de non-respect de ses obligations contractuelles générales telles qu'énoncées au présent CCAP ;
- en cas d'absence de remplaçant du chef de projet, conformément au présent CCAP, sans mise en demeure préalable ;
- en cas de non-respect du secret professionnel et des obligations de discrétion professionnelle et de confidentialité prévus au présent CCAP, sans mise en demeure préalable ;
- en cas de non-respect des obligations en matières de traitement des données à caractère personnel, conformément au présent CCAP ;
- en cas d'inexactitude des renseignements prévus ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D8222-5 ou D8222-7 du code du travail conformément au présent document ;
- en cas d'irrégularité constatée dans la régularité sociale et fiscale du titulaire, conformément au présent CCAP ;
- en cas de non-respect de son obligation d'information de changement de situation prévue au présent CCAP.

La décision de résilier l'accord-cadre aux torts du titulaire est notifiée au titulaire par lettre recommandée avec avis de réception, sans mise en demeure et sans que le titulaire puisse prétendre à quelque indemnité que ce soit.

Tout autre cas de résiliation aux torts du titulaire est prévu à l'article 50 du CCAG-TIC et à l'article 39 du CCAG-PI.

La résiliation unilatérale ne remet pas en cause la cession, au profit du pouvoir adjudicateur, des droits de propriété des livrables fournis par le titulaire.

En cas de résiliation du marché aux torts du titulaire, le pouvoir adjudicateur exige la remise de toutes les prestations en cours d'exécution dans le cadre de ce marché et la restitution, sans délai, de toutes les pièces fournies par le pouvoir adjudicateur durant l'exécution du marché et dont il est le dépositaire.

De plus, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit, dans un délai de six (6) mois à compter de la date effective de résiliation, de passer, aux frais et risques du titulaire, un marché pour l'exécution de toute ou partie des prestations non réalisées dans le cadre du présent marché. Dans un tel cas, le pouvoir adjudicateur le mentionne expressément dans la décision de résiliation.

### **26.2 – RÉSILIATION SANS FAUTE DU TITULAIRE**

Le marché peut aussi être résilié, à tout moment, à la seule initiative du pouvoir adjudicateur et en l'absence même de faute du titulaire, dès lors que le titulaire se trouve dans l'impossibilité d'exécuter le marché du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure. La résiliation de l'accord-cadre est notifiée au titulaire, par lettre recommandée avec avis de réception, laquelle indique la date effective de résiliation. Elle n'ouvre droit à aucune indemnité.

Le pouvoir adjudicateur peut également faire application des articles 48, 49.1, 49.3 et 51 du CCAG-TIC et 37, 38, et 40 du CCAG-PI.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité égale à 5% du montant des commandes en cours d'exécution au moment de la résiliation.

La résiliation unilatérale ne remet pas en cause la cession au profit du pouvoir adjudicateur, des droits de propriété des produits fournis par le titulaire. Le titulaire est tenu de remettre toutes les prestations en cours d'exécution et de restituer, sans délai, toutes les pièces fournies par le pouvoir adjudicateur durant l'exécution du marché et dont il est le dépositaire.

## ARTICLE 27 - REGLEMENT DES LITIGES

Le présent marché est soumis au Droit français.

Le pouvoir adjudicateur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations, objet de ce dernier.

Tout différend doit être traité selon les modalités prévues par les dispositions des articles 55.2 et suivants du CCAG-TIC et 43 et suivants du CCAG-PI.

En cas de litiges portant sur l'interprétation ou l'exécution du marché, la juridiction compétente est celle dont relève le pouvoir adjudicateur.

## ARTICLE 31 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dispositions suivantes du présent CCAP dérogent aux clauses du CCAG-TIC et CCAG-PI.

CCAG-TIC & CCAG-PI	CCAP
<u>Article 4.1 « Ordre de priorité »</u>	<u>Article 4 « Documents contractuels »</u> Les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre d'importance décroissant : <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'acte d'engagement et, s'il y a lieu, l'annexe à l'acte d'engagement relative à la sous-traitance ;</li> <li>• le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) n°33/25 ;</li> <li>• le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) n°13/25 et ses annexes ;</li> <li>• l'offre technique (cadre de réponse technique complété, et le cas échéant, mémoire technique) et financière (cadre de réponse financière complété) du titulaire ;</li> <li>• le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de techniques de l'information et de la communication (CCAG-TIC), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.</li> <li>• Le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de techniques de l'information et de la communication (CCAG-PI), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.</li> <li>• l'offre technique (cadre de réponse technique complété, et le cas échéant, mémoire technique)</li> <li>• l'annexe financière (cadre de réponse financière complété) du titulaire ;</li> </ul>
<u>Article 9 « Assurances »</u>	<u>Article 22 « Responsabilité et assurances »</u> Le titulaire fournit une attestation d'assurance à tout moment durant l'exécution du marché, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de 15 jours à compter de cette demande. Il n'est pas tenu de la

	fournir dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci.
<u>Article 13.3 « Prolongation du délai d'exécution »</u>	<u>Article 17 « Prolongation des délais d'exécution »</u>
<u>Article 14 « Pénalités »</u>	<u>Article 18 « Pénalités »</u>
<u>Article 30 « Opérations de vérification »</u> , <u>Article 31 « Vérifications quantitatives »</u> , <u>Article 32 « Vérifications qualitatives »</u> , <u>Article 33 « Décisions après vérifications »</u> <u>Article 34 « Admission, ajournement, refaction, rejet »</u>	<u>Article 10 « Modalités d'exécution du marché »</u> <u>Article 11 « Conditions de remise des livrables et vérifications et réception des prestations »</u>
<u>Article 46 « Régime des résultats »</u>	16.3 « Cession des droits afférents aux résultats (livrables) »